

Actualité en France

N° 38 - octobre 2009

Le CIRAD au cœur d'un nouveau Centre d'excellence sur l'eau en Afrique Australe



Vendeur d'eau à Maputo
@ Stefano Farolfi

Lancé au mois de mai dernier à Maputo, le nouveau Centre international pour l'Economie et la Gouvernance de l'eau en Afrique appelé IWEGA (International Center for Water Economics and Governance in Africa), proposera une première formation qualifiante dès novembre 2009. Les responsables du centre travaillent parallèlement à la mise en place de formations diplômantes prévues pour la rentrée 2011.

«*En Afrique, il existe déjà plusieurs centres de recherche et de formation sur l'eau, mais ils sont plutôt orientés « sciences dures », c'est-à-dire ingénierie, climatologie, agronomie, hydrologie, physico-chimie... Avec IWEGA, le Centre international pour l'Economie et la Gouvernance de l'eau en Afrique, nous voulons répondre à un manque flagrant de compétences dans le domaine des sciences humaines, la socioéconomique, les analyses institutionnelles,...* », explique l'agro-économiste Stefano Farolfi, du Centre de coopération internationale en Recherche agronomique pour le développement (CIRAD), aujourd'hui directeur scientifique du centre d'excellence.

IWEGA est officiellement né en mai 2009, avec la tenue du premier comité de pilotage international à Maputo. Constitué principalement de chercheurs de l'unité mixte de recherche G-Eau dont le CIRAD est une des autorités de tutelle, de l'université Eduardo Mondlane (UEM) de Maputo et du Centre d'économie et politique de l'environnement en Afrique (CEPPA) de l'université de Pretoria, le centre vise des objectifs de recherche, mais aussi de formation. «*IWEGA est une plate-forme régionale pour la coordination et la réalisation d'actions de recherche dans un domaine et pour une zone qui sont devenus prioritaires pour la coopération scientifique française*, indique Stefano Farolfi. *En outre, nous voulons proposer des formations diplômantes ou qualifiantes aux décideurs publics et privés, aux organisations non gouvernementales, aux étudiants,...* Les premières sont en plein chantier : nous mettons en place les cours, cherchons des partenariats et essayons d'obtenir une validation internationale. Nous espérons pouvoir ouvrir un Master régional à la rentrée 2011. Quant aux formations qualifiantes, elles démarreront en novembre 2009. Le protocole de préparation est



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPEENNES

beaucoup moins complexe. Une session de 3 jours sera proposée aux décideurs publics, ici au Mozambique, et une autre devrait suivre en 2010 à Pretoria, en Afrique du Sud où nous suscitons déjà un intérêt». Enfin, une série de notes courtes seront périodiquement mises à disposition des décideurs politiques, dans les trois langues de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Le projet IWEGA est né en Afrique du Sud, il y a deux ans. Stefano Farolfi travaillait alors dans le domaine de l'Economie de l'environnement au CEEPA où il était responsable du volet «eau». Avec ses collègues, il est de plus en plus sollicité par des organisations non gouvernementales et des décideurs publics et privés qui s'interrogent : comment gérer l'eau ? Comment fixer le prix de cette ressource ? Comment la valoriser ? Comment gérer les conflits en rapport avec l'eau ? Ils espèrent obtenir compétences, connaissances et diplômes avec le CEEPA. *«Mais nous ne pouvions répondre que partiellement aux requêtes, se rappelle le chercheur. C'est ainsi que nous avons commencé à nous demander s'il n'était pas intéressant de mettre en place une structure plus spécifique. Nous en avons discuté avec un certain nombre de partenaires avant d'aboutir à la création du Centre IWEGA à Maputo. Une ville qui sonne comme un challenge, ajoute Stefano Farolfi, car, pour aller au bout de notre réflexion, nous avons choisi de nous installer dans un pays ambitieux qui a la volonté de surmonter ses difficultés».*

Le centre, dont le fonctionnement est assuré par le gouvernement du Mozambique et le CIRAD, a d'ores et déjà reçu des financements et des déclarations d'intérêt de la part de bailleurs de fonds internationaux comme la Banque mondiale, le World Resource Institute, le ministère des Eaux sud-africain (DWAF) et la Development Bank of Southern Africa.

Delphine Barraïis

Sites Internet :

- Unité Mixte de Recherche G-eau : <http://www.g-eau.net/>
- Centre de coopération internationale en Recherche agronomique pour le développement : www.cirad.fr
- Université Eduardo Mondlane : www.uem.mz
- Centre d'Economie et Politique de l'environnement: <http://www.ceepa.co.za/>
- Southern African Development Community : www.sadc.int